

**Résolution du Comité directeur
approuvée par le Congrès du PS suisse le 28 juin 2014 à Winterthur**

Maintenir la pression pour une réforme de l'Internationale socialiste

Lors de son Congrès du 26 mars 2011, le PS Suisse a approuvé une résolution intitulée « Pour une réforme en profondeur de l'Internationale socialiste » qui – si elle faisait amplement référence à la longue histoire comme aux valeurs défendues par l'IS – constatait cependant que cette organisation, en tant que telle et surtout certains de ses membres, ne répondaient pas aux attentes placées en eux. Autrefois mouvements de libération, ils ont été pervertis et sont devenus des partis dogmatiques et autoritaires. Dans ce contexte, le PS Suisse exigeait de l'IS l'exclusion des partis anti-démocratiques qui violent les droits humains et l'introduction d'un instrument lui permettant de prendre des mesures d'urgence au cas où un parti membre se rendait coupable de violations manifestes des droits humains. L'IS doit retrouver une importance politique. Et il faut, pour cela, qu'elle soit plus transparente et démocratique et s'ouvre aux grands partis progressistes, aux organisations non gouvernementales, aux syndicats et à d'autres partenaires. Elle doit aussi renforcer sa capacité à mener des campagnes sur des objets d'importance internationale. En conclusion, le PS Suisse indiquait – dans sa résolution – qu'il ne pouvait cautionner, ni tolérer la situation actuelle et qu'il était prêt à renoncer à la poursuite du paiement de ses cotisations et, à terme, à sa présence au sein de cette organisation si l'IS n'adoptait pas une position sans équivoque sur ces questions.

Depuis cette résolution, plus de trois ans ont passé. Trois années au cours desquelles le PS – avec plus de 30 autres partis socialistes de tous les continents – s'est résolument engagé dans le renouvellement de l'Internationale socialiste. Tant son président Giorgos Papandreou que son secrétaire général Luis Ayala ont cependant coupé court à toute discussion. Une lettre émanant de 29 président-e-s de partis – parmi lesquels Christian Levrat – n'a jamais obtenu d'accusé de réception. Les critiques exprimées dans le cadre d'un sondage mené auprès des partis membres sont restées lettre morte. Lors du Congrès 2012 de l'IS à la Ville du Cap (Afrique du sud), la tentative du groupe réformiste d'instaurer une nouvelle direction a échoué par 46 voix contre 36. Loin de rechercher un éventuel compromis, Papandreou et Ayala se sont, au contraire, sentis confortés d'une nouvelle légitimité. Les décisions de l'IS à qui inviter à quelle rencontre n'ont jamais été aussi arbitraires qu'aujourd'hui et, si le retour à la normalité est célébré à l'extérieur, il en va tout autrement à l'interne où les forces réformatrices sont systématiquement dénigrées.

Comme indiqué dans sa résolution de mars 2011, le PS a donc réduit le montant de ses cotisations à l'IS. Il a, dans le même temps, renforcé ses contacts avec l'Alliance progressiste. Celle-ci, fondée en 2013 à Leipzig à l'occasion des 150 ans du SPD, a développé un réseau informel sous le slogan « decent work for all – un travail décent pour toutes et tous ». Il permet d'entretenir et d'approfondir des contacts internationaux avec des formations progressistes et des organisations issues de la société civile. Reste à voir de quoi son futur sera fait: le PS suit d'ailleurs ce projet avec autant d'attention que de distance critique.

A ce jour, il convient de souligner que pour le PS Suisse les éléments suivants sont de première importance:

1. Le PS Suisse ne souhaite pas de clivage au sein de l'Internationale socialiste, mais s'engage pour une réforme en profondeur de cette institution, sur la base du programme en quatre points définis en 2011 par les forces réformatrices de l'IS et poursuivis jusqu'ici.
2. Plus encore qu'auparavant, le réseau international du PS Suisse passe – en premier lieu – par le PS européen et les contacts bilatéraux avec ses partis frères des pays voisins.

3. Sur le plan mondial et en fonction de ses possibilités limitées, le PS Suisse table sur les opportunités offertes par l'Alliance progressiste et d'autres forums semblables pour lancer et mener des campagnes globales.
4. L'Alliance progressiste ne doit pas servir à diluer les revendications du socialisme international ni à remplacer l'Internationale socialiste. Il convient donc de dégager une solution politique avec – pour principal objectif – de faire en sorte que l'Alliance puisse réintégrer une IS renouvelée à l'occasion de son Congrès en 2016.